

**Attractivité - Investissements
étrangers en France - Réponse de
M. Bruno Le Maire, ministre de
l'économie et des finances, à une
question au gouvernement à
l'Assemblée nationale
(Paris, 04 avril 2018)**

Monsieur,

16 % d'investissements étrangers en plus en 2017 et 33 000 emplois supplémentaires dans le secteur privé grâce à ces investissements, c'est le meilleur résultat depuis dix ans, la preuve que la France est de retour sur la scène économique internationale.

Ces résultats sont d'abord le produit de la stratégie économique définie par le Président de la République et le Premier ministre.

Nous allons donc maintenir notre cap et notre stratégie économique, en continuant d'alléger les charges de façon pérenne grâce à la transformation du CICE - le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi -, en mettant en place le plan sur la croissance et la transformation des entreprises qui sera étudié d'ici à quelques semaines et permettra de développer nos entreprises, de lever certains obstacles, de simplifier les seuils sociaux qui empêchent nos entreprises, nos PME, de grandir.

Face à ces investissements de plus en plus nombreux, nous allons également prendre toutes les dispositions nécessaires pour protéger nos technologies les plus sensibles et nos savoir-faire. Comme l'a indiqué le Premier ministre il y a quelques semaines, nous allons renforcer le décret sur les investissements étrangers en France. Nous allons également prévoir une action spécifique pour toutes les entreprises dans lesquelles l'Etat détient une participation. Nous allons élargir les décrets sur les investissements étrangers en France aux secteurs de l'espace, de l'intelligence artificielle et du stockage de données.

Nous allons mettre en place un conseil de défense économique, placé sous l'autorité du Président de la République, pour nous assurer que les investissements qui viennent en France sont bien au service du développement économique, du développement de nos territoires et de la création d'emplois pour les Français, et non pas destinés au pillage de nos savoir-faire et de nos technologies./.

(Source : site Internet de l'Assemblée nationale)